

BOUIRA Programme européen d'aide aux projets de proximité rurale

Dans le cadre du partenariat entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'Union européenne, une aide évaluée à 2 millions d'euros a été dégagée par l'UE pour financer les projets de proximité rurale. Cette aide destinée au développement rural se voulait une première expérience de laquelle dépendra la poursuite ou non de ce programme.

A ce sujet, nous avons appris, auprès des responsables de la DSA de Bouira, que cette aide a été répartie sur trois wilayas pilotes, à savoir Bouira pour les localités situées en zone de montagne, M'sila pour sa spécificité agropastorale et, enfin, Ghardaïa pour sa zone saharienne.

Chaque wilaya a eu droit à une aide de 667 000 euros qui ne sera dégagée qu'après maturité des projets qui seront proposés par les associations activant dans le monde rural. Les projets, une fois maturés, leur coût ne devra pas excéder 100 000 euros. Ces conditions sont imposées pour permettre à chaque wilaya de faire bénéficier le maximum d'associations.

Cela étant, pour réussir ce projet et pour que ces aides soient déboursées, les représentants de l'Union européenne, travaillant avec leurs homologues du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ont tracé un programme de sensibilisation à l'endroit des associations rurales et ayant des projets collectifs à réaliser au niveau de leurs localités respectives.

Dans la wilaya de Bouira, les responsables de la DSA nous informent qu'une série de rencontres a eu lieu à Bouira et M'chedallah, ayant rassemblé des associations activant dans le monde rural, au niveau de six communes, ayant en commun des territoires et des populations vivant en zones montagneuses, comme Aghbalou, Saharidj, El-Adjiba, Bechloul, El-Esnam et Haïzer. Outre ces rencontres, destinées à former les responsables de ces associations à la définition du programme et ses objectifs, soit le développement rural dans son aspect collectif, d'autres rencontres d'information relatives à l'aspect technique du dossier à présenter ont eu lieu.

Aussi, présentement, après cette série de rencontres, les dossiers contenant des projets devront être présentés par ces associations au coordinateur de wilaya qui, à son tour, devra les transmettre au bureau de coordination à Alger, appelé Unité d'appui au projet, qui est composé de représentants de l'Union européenne et du ministère de l'Agriculture.

Après étude du projet et si celui-ci est jugé éligible, l'argent nécessaire pour sa réalisation sera dégagé.

Y. Y.

HAUSSE DES TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ La question sera relancée dès la fin 2009

Demandée par Sonelgaz en 2006 mais rejetée par les pouvoirs publics, la hausse des tarifs de l'électricité sera nécessairement relancée l'année prochaine, voire dès la fin 2009. Et d'autant que Sonelgaz, en mauvaise situation financière, sera contrainte alors de rembourser les prêts bancaires et les emprunts obligataires contractés.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La Société nationale de l'électricité et du gaz, Sonelgaz, aura rendez-vous avec les pouvoirs publics pour discuter de la question de la tarification. Un rendez-vous rendu nécessaire, d'autant que les investissements programmés par Sonelgaz ne peuvent être différés comme l'a rappelé récemment le premier responsable de cette holding.

Or, Sonelgaz avait demandé en 2006 la hausse des tarifs pour pouvoir mener à bien ses investissements et a soumis ce dossier à la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg).

Cette commission a traité ce dossier, considérant l'ajustement des tarifs nécessaire mais conditionné par l'aval du gouvernement. Après moult tergiversations, le gouvernement a rejeté cette proposition,



Photo: Samir Sid

arguant, comme l'a rappelé hier le président de la Creg, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, que l'augmentation des tarifs n'était pas la bonne solution. Ce qui a contraint Sonelgaz à recourir à d'autres moyens. Et cela même si l'opérateur public a notamment bénéficié de la possibilité de contracter des prêts bancaires bonifiés.

Or, les besoins d'investissement de Sonelgaz sont estimés annuellement à plus de 100 milliards de dinars (près de 188 milliards de dinars en 2008).

Des investissements financés grâce, notamment, aux crédits bancaires qui représentaient en 2008 plus de 80 milliards de dinars et aux apports de Sonelgaz (30 milliards de dinars en plus de fonds propres).

Des sommes auxquelles il faut ajouter 30 milliards de dinars de subventions étatiques et 11 milliards de dinars de participation des citoyens au titre du raccordement.

Contrainte de ne pouvoir augmenter les tarifs qui représentent sa ressource essentielle, Sonelgaz a dû recourir à l'emprunt obligataire auprès du grand public.

L'année dernière, l'opérateur a levé 30 milliards de dinars et envisage d'en lever un montant équivalent courant 2009. Ce qui représente un endettement de plus de 100 milliards de dinars que Sonelgaz devra rembourser tout en assurant son plan de charge à moyen terme.

En effet, et le président de la Creg en a fait état, les investissements requis en matière de production et de transport

de l'électricité s'élèvent à 24 milliards de dollars à l'horizon 2017. Soit 2,4 milliards de dollars par an à financer, les opérateurs énergétiques dont Sonelgaz devant en plus maintenir une capacité de réserve, de l'ordre de 20% entre la demande et la capacité installée.

En rappelant que la demande électrique a atteint fin 2008 un pic de puissance appelée de 6925 mW et que cette demande doit croître de 7% par an et qu'il s'agit d'installer quelque 10 500mW de capacité d'ici 2017.

Rappelons que la capacité actuelle est de 8500 mW et que la réalisation de 5500 mW a déjà été lancée. Comment Sonelgaz, dont la situation financière approchera à peine de l'équilibre en 2009 et au

rouge l'année suivante, et qui devra rembourser des prêts même bonifiés, pourra-t-elle assurer, partiellement ou totalement, cette triple contrainte ? Sinon par la relance de la demande de hausse des tarifs, en soumettant de nouveau ce dossier à la Creg, dès la fin de l'année en cours ou l'année prochaine.

Même si le président de la Creg n'a pas évoqué hier un quelconque rendez-vous projeté, il a néanmoins estimé que le problème se pose pour les opérateurs énergétiques en termes de ressources financières à apporter.

Dans ce contexte, les tarifs devront immanquablement être ajustés à la hausse, le gouvernement devant se déterminer, fi de toute considération électoraliste.

C. B.

ILS PROTESTENT CONTRE LA SPOLIATION DE LEURS DROITS Les non-voyants montent au créneau

L'Organisation nationale des non-voyants algériens est montée hier au créneau pour réclamer, encore une fois, une reconnaissance de leurs droits. Ils menacent d'aller vers un sit-in illimité dans le cas où les autorités concernées ne prennent pas leurs doléances en considération.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Dans une conférence de presse, l'Organisation nationale des non-voyants algériens a lancé un appel, hier, aux autorités, pour qu'elles se penchent sur la situation précaire vécue par cette frange vulnérable de la société.

«Notre organisation est l'une des plus anciennes et regroupe 120 000 aveugles sur le territoire national. Nous

avons reçu des appels des 48 wilayas du pays de la part de nos adhérents qui expriment leur ras-le-bol et exigent une amélioration de leurs conditions de vie», a déclaré M. Abderrahmani, vice-président de l'Organisation des non-voyants.

Les membres de l'organisation revendiquent, en premier lieu, la reconnaissance de leur handicap, actuellement classé

comme maladie chronique. Ils exigent aussi la revalorisation de l'aide annuelle d'une valeur de 1 000 DA et exigent plutôt une pension officielle et conséquente vu les dépenses qu'impose leur handicap. Les non-voyants dénoncent, par ailleurs, le non-respect de la loi 02-09 du 8 mai 2002, en raison de l'absence de textes d'application, dira M. Abderrahmani. Ce dernier évoquera notamment la nécessité de réduire les tarifs de transport et de loyer, comme le stipule la loi.

Pour ce qui est de la disponibilité des postes d'emploi, le

représentant de l'organisation précisera que les non-voyants réclament 3 ou 4 % au sein des entreprises au lieu de 1 % en vigueur actuellement. Les non-voyants présents diront aussi refuser la liquidation de l'Onabros, prévue pour ce mois de juin 2009. Notons que cette entreprise, qui emploie des non-voyants, est spécialisée dans la fabrication des balais.

Les employés sont prêts à travailler et à produire pour peu qu'on leur assure la commercialisation de la production, a indiqué M. Abderrahmani.

F.-Z. B.